

*l'Anti*capitaliste

n°784 | 22 janvier 2026 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

À BAS



L'IMPÉRIALISME **ET** LE MILITARISME

ZOOM

Colères agricoles.
Répression pour les uns,
immunité pour les autres

Page 2

INTERNATIONAL

USA. Minneapolis
résiste à Trump

Page 4

ARGUMENTS

La dictature iranienne face
au soulèvement populaire,
l'impérialisme en embuscade

Page 5

CHAMP LIBRE

Déclaration des syndicalistes
vénézuélienNEs indépendantEs
du Comité National de Conflit

Page 8

Édito

49-3 pour le budget
Faure-Lecornu : notre
camp doit riposterPar le **NPA-L'ANTICAPITALISTE**

Tout ça pour ça ! Trois mois après avoir juré la main sur le cœur d'y renoncer, le Premier ministre recourt au 49-3 pour faire passer son budget. Trois mois après que le PS a fait de l'absence de 49-3 la condition pour ne pas censurer le gouvernement, il s'en félicite et va le sauver une fois de plus. Cet énième scandale démocratique confirme que le régime et la 5^e République sont en crise. Il n'y a pas de majorité pour voter ce budget d'austérité. Les manœuvres institutionnelles sont des impasses pour notre camp social. Une seule réponse s'impose : reprenons la rue !

La politique menée par le PS ces derniers mois divise profondément la gauche et notre camp social. Elle renforce la fascisation et pave la voie à l'extrême droite. Car ce budget est le fruit d'un accord entre le gouvernement et le PS. Il a progressivement abandonné toutes ses lignes rouges, démocratiques et sociales. Elles étaient pourtant déjà très en deçà du programme d'urgence du Nouveau Front populaire sur la base duquel ses députéEs ont été éluEs... Même la petite taxe Zucman est passée à la trappe ! En l'absence de rapport de forces par la mobilisation, personne ne devrait être surpris que la gauche d'accompagnement soutienne les régressions sociales. Nous payons donc aussi collectivement le prix de l'attentisme des forces politiques et sociales opposées aux politiques libérales. Il est urgent qu'elles se rassemblent pour proposer une riposte ! Le NPA-L'Anticapitaliste propose à l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives qui refusent ce coup de force antidémocratique, l'austérité, les politiques écocidaires et le racisme de se réunir très rapidement pour organiser ensemble une contre-offensive unitaire et populaire par la lutte.

L'affrontement économique et géostratégique entre les États-Unis et la Chine s'accompagne d'une concurrence de plus en plus ouverte pour l'accès aux ressources naturelles. Cette dynamique s'inscrit dans une crise prolongée du capitalisme mondial. La crise ouverte en 2008 n'a jamais été résolue. Face à la suraccumulation oligarchique du capital et à l'épuisement des leviers classiques, les États privilégient désormais le sécuritaire, l'identitaire et la coercition militaire.

Fascisation et militarisation
du monde

Un processus de fascisation se développe au cœur des principales puissances impérialistes, particulièrement aux États-Unis. Le début d'année a été marqué par les frappes américaines sur le Nigeria et sur le Venezuela, deux pays centraux pour la production pétrolière sur leurs continents. Ces interventions ont été suivies de menaces sur le Groenland, riche en ressources, puis sur l'Iran. Elles confirment la volonté étatsunienne d'étendre sans limite son pré carré. Les interventions impérialistes de l'après-Seconde Guerre mondiale se réclamaient d'une prétendue défense de la démocratie ou des droits humains. Ce vernis a disparu. Les politiques impérialistes d'accaparement actuelles s'appuient ouvertement sur la force militaire. De l'Ukraine à Gaza, des ambitions impérialistes russes et chinoises aux menaces étatsuniennes sur l'Amérique latine, le Groenland ou l'Iran, la période est marquée par la multiplication des conflits armés. En Europe, cette dynamique se traduit par un discours militariste renforcé. Elle s'accompagne de la militarisation des frontières et du transfert de leur contrôle à des régimes autoritaires.

Construire la riposte

Face à cette situation, il est nécessaire de construire une riposte anti-impérialiste et antifasciste.

Contre l'impérialisme
et le militarisme

Face à la montée des affrontements inter-impérialistes, à la fascisation des régimes et à la militarisation accélérée des sociétés, le Conseil politique national du NPA a décidé de lancer une campagne anti-impérialiste et antimilitariste, en articulation avec les combats antifascistes, antiracistes et écologistes.



Elle doit articuler la lutte contre le racisme, le colonialisme et le militarisme. Nous fixons comme priorité, dans les mois qui viennent, la mise en œuvre d'une campagne antimilitariste. Cette campagne vise d'abord à exprimer notre solidarité avec les peuples subissant les agressions impérialistes, la répression de leurs propres régimes ou les conséquences des guerres : en Palestine, en Ukraine, au Venezuela, au Soudan, en Iran et ailleurs.

Nous apportons un soutien inconditionnel, même lorsqu'il est critique, aux organisations qui défendent les intérêts des classes populaires. Nous soutenons les formes de résistance qu'elles choisissent, y compris

la lutte armée. Nous devons agir en cohérence avec leurs besoins et leurs revendications. Nous combattons les logiques campistes. Nous défendons l'autodétermination des peuples. Nous soutenons leur volonté propre et leur capacité à défendre leurs intérêts dans les luttes qu'ils mènent, à la fois contre leurs dirigeants et contre les puissances impérialistes.

Combattre notre
impérialisme

Cette campagne doit combattre notre propre impérialisme, français et européen. Elle doit s'opposer aux idéologies souverainistes, patriotiques et réactionnaires. Celles-ci sont

portées par l'extrême droite, mais reprises bien au-delà, y compris à gauche. Elle intègre la solidarité internationale, la lutte contre les politiques migratoires racistes et la dénonciation de l'oppression coloniale. Elle doit contester les choix de la classe dominante qui présente l'industrie de guerre et l'intelligence artificielle comme des réponses à la crise.

Ces choix ne mènent qu'à une fuite en avant : explosion du commerce des armes, répression accrue des populations, aggravation de la crise écologique. Il est nécessaire de renforcer les campagnes contre la vente d'armes aux puissances agresseuses, aux dictatures et aux régimes autoritaires, et de défendre le contrôle populaire de la production et de la circulation des armes et des technologies militaires.

Notre orientation combine les explications autour de l'alternative « socialisme ou barbarie » et la construction d'un front unitaire, le plus large possible, autour du refus de la marche à la guerre et de la course à l'armement.

Dans cette perspective, nous participerons à la mise en place des prochaines flottilles pour Gaza. Nous construirons également la mobilisation contre le sommet du G7 à Genève en juin. L'objectif est de lier antimilitarisme, anti-impérialisme, antiracisme, anticapitalisme et combat écologiste.

La rédaction, sur la base des orientations adoptées par le Conseil politique national du NPA

Dernière minute Le Rojava attaqué :
une guerre existentielle

Depuis plusieurs jours, le Rojava, région du nord-est de la Syrie où les Kurdes développent une expérience d'autonomie et d'alternatives démocratiques, fait face à une nouvelle offensive menée par le régime de Damas et des forces qui lui sont liées. Cette agression intervient alors même que des discussions étaient en cours et que des promesses de protection avaient été avancées. Dans les faits, l'armée syrienne a franchi l'Euphrate, des affrontements se multiplient et la situation se dégrade rapidement.

Face à cette menace, l'ensemble des responsables politiques, militaires et sociaux du Rojava ont pris les armes. Les directions du PYD comme le commandement des Forces démocratiques syriennes ont rejeté les accords imposés par Damas, considérés comme une capitulation. Pour le peuple kurde, il

s'agit clairement d'une guerre de survie, dans un contexte de menace existentielle. Cette offensive vise une expérience politique fondée sur l'autonomie, la démocratie locale, l'émancipation des femmes et la coexistence des peuples. Elle s'inscrit dans une logique plus large de répression des

aspirations populaires et démocratiques dans la région. Face à cette situation critique, la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. Défendre le Rojava, c'est défendre une révolution attaquée, mais aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.



COLÈRES AGRICOLES Répression pour les uns, immunité pour les autres

La mobilisation agricole de janvier 2026 révèle l'autoritarisme de l'État et sa collusion avec l'agrobusiness. Derrière le spectacle des tracteurs dans Paris se cache une réalité brutale : répression des syndicats paysans, impunité pour les violences d'extrême droite, récupération politique au service du lobby agro-industriel.

Au cœur de la colère paysanne, l'accord de libre-échange UE-Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) permettra l'importation massive de produits agricoles issus de la déforestation, de l'usage de pesticides interdits en Europe, de l'exploitation des travailleurEs. Cet accord menace directement les revenus des agriculteurEs européens. L'agriculture industrielle, les fermes-usines et la course au rendement menacent aussi les petits paysans sud-américains. Le Mercosur incarne un modèle productiviste et le primat du libre-échange néolibéral sur la souveraineté alimentaire.

La Confédération paysanne dans le viseur de la répression

Face à cette offensive, la Confédération paysanne, syndicat progressiste, se mobilise depuis des mois. Seule réponse : la matraque et les arrestations. Le 9 janvier, deux porte-parole nationaux, Thomas Gibert et Stéphane Galais, sont violemment interpellés place de l'Étoile alors qu'ils manifestaient pacifiquement. Le 14 janvier, 150 manifestantEs occupent une annexe du ministère avec un message clair : « *L'agriculture, on veut en vivre, pas en mourir* ». Résultat : 52 gardes à vue, suivies d'un classement sans suite confirmant l'absence de violence. Ces intimidations visent celles et ceux qui dérangent le pouvoir en exigeant un changement de modèle agricole.

Pendant ce temps, la Coordination rurale (proche de l'extrême droite) multiplie les violences en toute impunité, voire avec l'accord de la police : tête de sanglier devant la Ligue de protection des oiseaux, local vandalisé d'un député écologiste, etc. Le gouvernement tolère la violence réactionnaire, mais criminalise la contestation paysanne.

La FNSEA, syndicat d'État

La FNSEA bénéficie d'un traitement de faveur. Le 13 janvier, 352 tracteurs défilent librement dans Paris, déversent 30 tonnes de pommes de terre devant l'Assemblée. Arnaud Rousseau, président de la FNSEA et du groupe agro-industriel Avril, est reçu à Matignon. Réponse immédiate aux demandes de la FNSEA, qui a soutenu le gouvernement tout au long du dernier mois : « loi d'urgence », accélération de la loi Duplomb (fermes-usines et mégabassines), hausse de 10 % des quotas d'abattage de lous. Thomas Gibert dénonce un « *système de cogestion entre la FNSEA et le gouvernement* ».

Le 13 janvier, Lecornu a annoncé un moratoire sur la politique de l'eau jusqu'en mars. Concrètement, gel du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Vilaine qui prévoyait l'interdiction des herbicides sur les zones de captage d'eau potable. Trois ans de travail démocratique

suspendus sous la pression de la FNSEA, qui a perturbé les réunions et menacé les élus. La voix de plus de 3500 manifestantEs à Rennes n'a pas été entendue. Ce moratoire ouvre la voie à l'assouplissement des normes nitrates, au déblocage des mégabassines et à la pollution des nappes. Le gouvernement délivre à la FNSEA le droit de piétiner le débat démocratique et la santé publique. Entre profits de l'agrobusiness et agriculture paysanne, le gouvernement a choisi. La politique délibérée du « deux poids, deux mesures » défend le capitalisme agricole contre l'alternative émancipatrice. Face à cette collusion, la Confédération paysanne appelle la population à amplifier la mobilisation. Associations écologistes, syndicats, partis politiques doivent rejoindre ce combat pour notre avenir. La solution viendra de notre capacité à faire converger nos luttes, pas de l'État bourgeois !

Commission nationale écologie



No comment

105 hommes ont répondu à l'annonce en 48 heures

Quelques mois après le procès des viols de Mazan, HUGO MEUNIER, journaliste québécois, a posté une annonce qui proposait à des hommes de venir « coucher avec une femme endormie », en imposant les mêmes conditions que Dominique Pelicot. Parmi tous les hommes qui se sont montrés intéressés, seulement trois ont demandé le consentement de l'épouse... Combattre la culture du viol est plus que jamais un impératif!

Agenda

Vendredi 23 janvier, réunion publique du NPA avec Aurore Koechlin « Exploitations, oppressions, comment réagir? », Angers. À 20h30, salle du Doyenné, 56 bd du Doyenné.

Samedi 24 janvier, fête du NPA - l'Anticapitaliste de l'Eure, Louviers (27). À partir de 14h, salle des Colonnes, Mairie de Louviers.

Samedi 24 janvier, Splendeurs et misères des groupies : rencontre de la Brèche avec Sophie Bernard, Paris 12°. À 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine.

Dimanche 25 janvier, marche « Justice et vérité pour El Hacen Diarra », Paris. À 14h au foyer des Muriers, métro Père-Lachaise.

Mercredi 28 janvier, réunion publique avec Ugo Palheta « Pourquoi le fascisme monte et comment le stopper? », Orsay (91). À 12h30, Amphi A2, Bât 625, fac des sciences.

Mercredi 28 janvier, soirée de lancement du livre *Enfant de Palestine* de Omar Alsoumi, Paris 18°. À 19h30, au Wrong Side, 12 av de la Porte de Montmartre.

Mercredi 28 janvier, meeting de la Gauche unie avec Aurore Koechlin (NPA) et David Cormand (les Écologistes), Alençon (61). À 20h, à la salle Baudelaire.

PLAN « GRAND FROID » Une mise à l'abri arrachée par la lutte mais insuffisante

C'est sous la pression d'un rassemblement organisé par le Collectif des Jeunes du parc de Belleville devant l'Hôtel de Ville que 70 jeunes ont été mis à l'abri au Carreau du Temple dans le cadre du Plan « Grand froid ». Cette ouverture de places est le résultat d'une mobilisation déterminée, de maraudes quotidiennes, d'alertes répétées et d'une organisation collective.

Le tri des vies comme choix politique

Au Carreau du Temple, les conditions d'hébergement sont inacceptables. Le froid y est intense,

Le plan « Grand Froid » est un dispositif déclenché par le préfet, lorsque les températures sont particulièrement basses. Ce dispositif est censé permettre à toutes les personnes vivant à la rue d'être hébergées. Cependant, la préfecture et la mairie « oublient » d'abriter tout le monde...

le chauffage insuffisant, les couvertures rationnées. Les personnes mises à l'abri n'ont pas dormi. Certains jeunes, épuisés, sont retournés dans leurs tentes dès l'aube. Des familles avec enfants, dont un bébé d'un mois, ont été exposées à ces conditions indignes.

Des centaines de jeunes, de familles, d'hommes seuls et de demandeurEs d'asile dorment

encore dehors, sous la pluie et dans le froid. Le Plan « Grand froid » illustre une logique cynique : l'hébergement est temporaire, conditionné aux températures, et s'interrompt dès que le thermomètre remonte. Comme si la rue devenait soudainement acceptable à 3 degrés sous la pluie. Cette gestion climatique de la misère est un choix politique, indissociable des politiques anti-immigration. Elle se traduit chaque jour par des remises à la rue de mineurEs, de familles et de personnes isolées.

La lutte pour les droits continue

Pour éviter les remises à la rue après la clôture du Plan « Grand froid », une mobilisation s'est tenue vendredi 16 devant la Préfecture de région Île-de-France (PRIF). C'est la seconde fois que les jeunes du Parc de Belleville se mobilisent devant la PRIF en dix jours, cette fois accompagnéEs des travailleurs et des travailleuses sans-papiers de la Coordination

des Sans Papiers 75. Le 7 janvier dernier, ils n'avaient pas été autorisés à entrer et avaient été reçus rapidement, sur le trottoir, sans avoir le droit de discuter avec les institutions. Cette fois, une délégation de jeunes du collectif a été reçue, sur rendez-vous, non pas par le préfet, mais par le sous-préfet. Leurs revendications étaient claires : refus des remises à la rue et exigence d'hébergements pérennes pour toutes. La seule réponse apportée a été la promesse de « *faire remonter les demandes au préfet* ».

La Ville de Paris et l'État disposent de leviers immédiats : le dispositif lycéen annoncé depuis octobre mais notoirement insuffisant, les gymnases et hôtels déjà ouverts, la capacité à débloquent des places en urgence, comme cela a été fait lors d'épisodes neigeux ou d'événements exceptionnels. Ce qui fait défaut, ce n'est pas la capacité d'agir, mais la volonté politique. La chaleur, un toit et la dignité sont des droits. Et la lutte continue.

Amel

Bien dit

Parmi les personnes les plus fortunées, des milliers ont un revenu fiscal de référence de zéro. Ils ne paient aucun impôt sur le revenu !

ÉRIC LOMBARD, ancien ministre de l'Économie, a lancé une bombe sur la réalité de la fiscalité en France. Le mythe de l'impôt progressif, principe pourtant constitutionnel, vole en éclat. La « suroptimisation » fiscale à laquelle s'adonnent les plus riches n'est possible que parce que le gouvernement le veut bien. Quand on vous dit que le gouvernement est au service des riches...

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société editrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOUDAN

Une guerre sans fin

Une nouvelle année commence sans qu'aucune piste crédible de paix ne se dessine pour mettre fin à une guerre qui provoque la plus grave crise humanitaire mondiale.

Le 9 janvier a marqué le millièm jour de guerre au Soudan. Le bilan est terrifiant : 30 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et 150 000 ont perdu la vie dans ce conflit qui oppose, d'un côté, les Sudanese Armed Forces (SAF) dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan, et de l'autre, les Rapid Support Forces (RSF) conduites par Mohamed Hamdan Dagalo. Jadis alliés pour soutenir la dictature d'Omar el-Béchir puis fomenter un coup d'État contre le gouvernement civil issu de la révolution de 2019, ils se livrent désormais à une lutte destructrice pour la population et le pays.



Offensive et contre-offensive

Lorsque le conflit a commencé, les RSF ont rapidement pris le dessus. Leurs troupes étaient plus expérimentées du fait de la guerre menée au Darfour en 2003 et de leur engagement au Yémen en tant que mercenaires des Émirats arabes unis (EAU) contre les rebelles houthis. Elles ont ainsi pu s'emparer de la plus grande partie de la capitale, Khartoum, ainsi que de la ville voisine d'Omdourman. De plus, la supériorité aérienne des SAF s'est révélée peu utile dans les combats urbains, en l'absence de dispositif de renseignement. Les SAF ont repris Khartoum en mars 2024 et viennent récemment de quitter Port-Soudan pour se réinstaller dans la capitale, largement détruite. Cependant, cette contre-offensive s'est vite essouffée. Après un siège de 500 jours, les RSF ont réussi à s'emparer de la ville d'Al-Fasher au Darfour, commettant de nombreuses atrocités contre les civils dans l'incapacité de fuir.

Équilibre des forces

Cette guerre ne se maintient que grâce au soutien financier et militaire de puissances étrangères : les EAU appuient les RSF, tandis que l'Égypte et la Turquie soutiennent les SAF. Récemment, l'armée soudanaise a négocié l'achat d'armes au Pakistan pour 1,5 milliard de dollars. Ce même pays a également vendu pour 4 milliards de dollars de matériel militaire au général Khalifa Haftar, en Libye, soutien des RSF — créant ainsi une situation paradoxale où des armes pakistanaises pourraient se retrouver des deux côtés du front. Au fil du temps, le matériel employé devient de plus en plus sophistiqué, notamment avec l'usage croissant de drones. Les RSF les utilisent pour mener des frappes, notamment à Port-Soudan et, plus récemment, à Sinja, capitale de l'État de Sennar, où une réunion d'officiers supérieurs a été visée. Les SAF, de leur côté, emploient ces drones pour détruire les lignes de ravitaillement des RSF. Ces dernières ont cependant réussi à atteindre la région du Kordofan, considérée comme le grenier du pays. Tant que les deux camps bénéficieront d'appuis extérieurs, la guerre a peu de chances de s'arrêter. Chacun entretient son propre narratif, élaboré par des cabinets occidentaux comme le français Think Doctor, dirigé par un ancien socialiste devenu macroniste, qui s'occupe de la communication des RSF.

L'implication croissante de milices par les deux camps ne fait qu'accroître le risque, au-delà d'une simple partition, d'une fragmentation durable du pays.

Paul Martial

USA

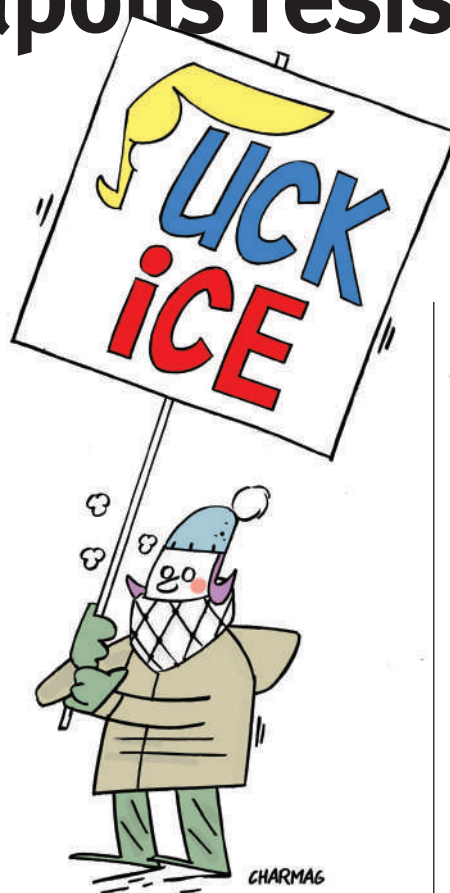
Minneapolis résiste à Trump

Avec l'envoi de milliers d'agents de l'ICE par Donald Trump, Minneapolis vit une véritable occupation policière. Entre violences, intimidations et résistance populaire, la ville refuse de plier face à une offensive autoritaire et raciste.

Donald Trump est en guerre contre le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, qu'il déteste en tant que rival politique, et contre Minneapolis, la plus grande ville de l'État, réputée pour ses opinions libérales. Trump a maintenant envoyé 3 000 agents de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, police de l'immigration et des frontières) à Minneapolis, soit 1 000 de plus qu'avant le meurtre de la militante Renee Nicole Good par l'ICE. Il y a désormais plus d'agents de l'ICE à Minneapolis que de policiers dans toute la métropole. La majorité des habitantEs considèrent qu'il s'agit d'une occupation, qui suscite la peur et davantage de violence.

Des enlèvements brutaux et massifs

Les agents de l'ICE, masqués, vêtus de gilets pare-balles, armés de fusils et de sprays chimiques, se présentent dans les écoles, les hôpitaux, les églises et les entreprises et, sans mandat d'arrêt, ils arrêtent des personnes de couleur, immigrées ou citoyennes américaines, les mettent dans des voitures et les emmènent. CertainEs sont ensuite relâchéEs, d'autres sont envoyéEs dans des villes lointaines afin que leurs amiEs et leur famille aient du mal à les retrouver et à les aider. En raison des patrouilles de l'ICE, Minneapolis et d'autres districts voisins ont fermé leurs écoles pour les prochaines semaines, proposant à la place un enseignement à distance. Trump et Kristi Noem, cheffe du département de la Sécurité intérieure, affirment que les agents



de l'ICE bénéficient d'une «immunité absolue». Mais une juge fédérale, Kate M. Menendez, a émis une injonction temporaire interdisant aux agents de l'ICE de prendre des mesures de représailles contre les personnes «participantes à des activités de protestation pacifiques et non obstructives», d'utiliser des «outils de dispersion des foules» en représailles à des discours conformes à la liberté d'expression et d'arrêter et de détenir des personnes dans des voitures, à moins qu'elles ne bloquent de force les agents de l'ICE. Des juges de Californie, de l'Illinois et de Washington, D.C., ont rendu des décisions similaires dans des procès intentés par des organisations de défense des droits des immigréEs.

Une résistance protéiforme

Tant les citoyenNEs ordinaires que les responsables politiques de la ville et de l'État, comme le gouverneur Tim Walz et le maire Jacob Frey, considèrent que ce qui se passe est une occupation illégale et violente. Et il y a de la résistance. Partout où les agents de l'ICE apparaissent, les membres des réseaux de militantEs soufflent dans leurs sifflets pour alerter leurs voisinEs et beaucoup descendent dans la rue pour crier aux agents de l'ICE de partir. D'autres ont utilisé leurs voitures pour bloquer les rues et empêcher l'ICE d'avancer. CertainEs militantEs ont lancé des boules de neige sur les agents de l'ICE, d'autres ont crevé les pneus de leurs voitures et certainEs ont tiré des feux d'artifice sur eux.

Cette résistance militante est admirable, mais elle pourrait donner à Trump un prétexte pour invoquer la loi sur l'insurrection, qui permet au président d'envoyer des troupes fédérales dans n'importe quelle ville ou n'importe quel État. Cette loi peut être invoquée «pour faire face à une insurrection». Le ministère de la Défense de Trump a indiqué à 1 500 soldats d'active de la 11^e division aéroportée, basée en Alaska, de se préparer à un possible déploiement dans le Minnesota.

Le ministère de la Justice de Trump a ouvert une enquête pénale sur les actions du gouverneur Walz et du maire Frey, les accusant d'ingérence dans les activités de l'ICE. Frey a dit à l'ICE de «foutre le camp de Minneapolis». Trump déteste Walz parce qu'il était le candidat démocrate à la vice-présidence qui s'opposait à lui et au vice-président J.D. Vance en 2024. Il déteste Minneapolis, où une grande majorité vote démocrate. Et il déteste les immigréEs «basanéEs», parce qu'il est raciste.

Les habitantEs de Minneapolis tiennent tête à Trump et, dans tout le pays, les gens espèrent qu'ils poursuivront leurs impressionnantes manifestations pacifiques, qu'ils gagneront — et nous avec eux.

Dan La Botz

PALESTINE Gaza, phase 2 :

du génocide à la réserve coloniale

La «phase 2» du plan Trump prolonge la logique génocidaire et coloniale à Gaza. Sous couvert de gouvernance et de sécurité, elle organise la mise en réserve d'un peuple déjà écrasé par des mois de destruction.

Le lancement de la «phase 2» du plan Trump a été annoncé par Trump lui-même. Estimant que la phase 1, le «cessez-le-feu», était achevée, il a fait pression sur la classe dirigeante israélienne pour passer à l'étape suivante.

Une phase 1 entièrement dictée par Israël

En pratique, le seul interlocuteur étant Israël, les résultats de chaque «phase» ne dépendent pas d'accords entre les parties mais exclusivement des considérations israéliennes. Pour la phase 1, les objectifs réels ont ainsi été ceux d'Israël : la restitution des otages et des cadavres d'otages. Cette exigence a été entièrement satisfaite par le Hamas, à l'exception d'une seule dépouille. Netanyahu s'en est servi comme d'un prétexte de rupture, alors même que cette question n'avait jusque-là suscité aucun intérêt de sa part. Cette position est d'autant plus cynique qu'Israël conserve plus de 700 «dépouilles d'otages», selon une politique assumée depuis des décennies. Elle l'est plus encore quand on sait qu'à Gaza, retrouver les corps de sa famille sous les décombres est souvent impossible, faute de machines — Israël

les empêchant d'entrer dans la bande, en violation des accords de la phase 1. La zone détenue par Israël à Gaza est passée de 40% à 47% depuis le cessez-le-feu. Israël n'a absolument rien respecté de l'accord sur, par exemple, l'aide humanitaire, l'ouverture de Rafah, la ligne jaune, les bombardements quotidiens... Bref, la poursuite du génocide, mais à plus basse intensité. Dans ces conditions, le passage à la phase suivante est un scandale et le signe d'une politique qui ne tient absolument aucun compte du peuple palestinien.

Phase 2 : démantèlement de la résistance et tutelle coloniale

Cette phase 2 prévoit une nouvelle gouvernance pour Gaza, fondée sur le désarmement du Hamas et la mise en place d'une administration confiée à un conseil dit «technocratique». Trump a commencé à en annoncer les membres au sein d'un «Board of Peace» — le conseil de la paix — composé de plusieurs «stars» internationales, parmi lesquelles Tony Blair, Jared Kushner ou Witkoff. AucunE PalestinienNE n'y figure, pas plus que des personnalités se réclamant d'un quelconque soutien à la cause palesti-

nienne. Ce conseil est «ouvert» à d'autres pays invités par Trump : le Canada, l'Argentine, la Turquie, la Biélorussie et même Israël. Le dictateur biélorusse Loukachenko a déjà accepté. Mais l'enjeu central de la phase 2 reste le désarmement du Hamas. Celui-ci a déjà accepté plusieurs modalités restrictives, comme le gel de la production de nouvelles armes ou l'abandon des armes lourdes. Mais Israël n'accepte aucun compromis ; son objectif est la disparition pure et simple du groupe politique : démantèlement des infrastructures, notamment des tunnels, puis probablement reddition, qui signifierait au mieux des centaines d'années de prison, et plus probablement des exécutions. L'accord lui-même, indexé sur un vague «sentiment de sécurité», est suffisamment flou pour permettre à Israël d'affirmer à tout moment que le Hamas n'a pas désarmé et ainsi de ne pas respecter ses propres engagements. C'est un schéma constant dans tous les accords signés par Israël, y compris ceux d'Oslo : la sécurité israélienne, réelle ou supposée, y sert de seul critère, tandis que celle des PalestinienNEs n'est jamais prise en considération.

Habillage diplomatique d'un projet colonial

Comme Israël n'a respecté aucun des points de la phase 1, il semble clair que la phase 2 ne changera pas grand-chose, si ce n'est chercher une légitimité à la poursuite de la politique coloniale — légitimité qui n'existera que dans la tête des dirigeants israéliens et dans les communiqués du ministère des Affaires étrangères français. Le choix de Tony Blair, symbole du retour au mandat britannique et criminel de guerre, comme celui de Jared Kushner, artisan des accords d'Abraham visant à assurer la survie et la domination d'Israël dans la région, confirme le caractère colonial du plan initial. La stabilisation de la «zone verte», seule zone promise à une reconstruction derrière la ligne jaune, le rétablissement de colonies dans le nord de la bande et la concentration de la population sur un ultime bout de territoire isolé, coupé du monde, privé d'aide humanitaire et régulièrement bombardé, dessinent l'avenir imposé aux GazaouiEs.

Les États-Unis ont créé les réserves «indiennes» pour parquer les derniers indigènes que l'État et les colons avaient laissés en vie. Ce modèle est très probablement celui de leur principale colonie du 20^e siècle : Israël.

Édouard Soulier

À lire sur le site



Il n'y a pas de cessez-le-feu à Gaza pour la simple raison qu'il n'y a jamais eu de guerre, de Marie Schwab



Les grandes manœuvres

Au grand dam des monarchistes et des courants de droite favorables à une intervention impérialiste, les menaces d'une intervention états-unienne se sont momentanément éloignées, notamment sous la pression des pétromonarchies du Golfe et de l'État d'Israël.

Les premières redoutent une déstabilisation régionale et une riposte de la RII conduisant au blocage du détroit d'Ormuz, par où transite près de 30% du pétrole mondial. Quant à Israël, son stock de missiles intercepteurs a été fortement entamé lors de la guerre de juin dernier, ce qui fragilise son «dôme de fer». Les prises de position de façade de Trump et Netanyahu en faveur du soulèvement en Iran visent d'abord à faire pression sur la RII, dans le cadre des négociations sur son programme nucléaire et balistique, ainsi que sur la vente de pétrole à la Chine.

Trump souhaite davantage un changement de leadership à Téhéran qu'un changement de régime. Signe des relations entre la RII et la bourgeoisie internationale, le ministre des Affaires étrangères iranien a été invité au Forum économique de Davos, mais face au tollé provoqué parmi les ONG et organisations de défense des droits humains, les organisateurs ont annulé leur invitation à la dernière minute.

La RII n'est pas un État anti-impérialiste

La RII a collaboré à plusieurs reprises avec l'impérialisme américain, notamment en Irak et en Afghanistan. Son opposition à Israël et à l'ordre impérialiste vise avant tout à défendre ses propres intérêts de puissance régionale. Si elle finance des forces de résistance en Palestine et diverses milices au Yémen, en Syrie, au Liban ou en Irak, c'est davantage pour les instrumentaliser et les placer dans un rapport de subordination que pour soutenir la lutte des peuples pour leur autodétermination. Cette politique n'a rien de progressiste, elle est en miroir des agissements d'États comme l'Arabie saoudite. Elle attise les tensions sectaires dans la région.

Un financement conditionnel de la résistance palestinienne

Dans un débat par presse interposée qui a eu lieu en octobre dernier en Iran, un quotidien lié au Guide expliquait que «l'attaque du 7 octobre et le sacrifice du peuple palestinien ont permis de protéger la République islamique d'Iran». Cela exprime de manière limpide le rôle que le régime confère aux luttes des peuples et aux organisations qu'il finance. Quand le Hamas a pris position contre le régime Assad en Syrie, la RII a divisé par deux le financement accordé à l'organisation palestinienne.

La RII partage avec Trump et les classes dominantes la volonté d'écraser les revendications sociales et démocratiques de la jeunesse, des femmes, des minorités nationales et des travailleurEs d'Iran.

Les gesticulations médiatiques de Trump, Netanyahu et consorts alimentent le campisme et le complotisme, niant la capacité des peuples d'Iran à être maîtres de leur destin. La surexposition des monarchistes dans les médias occidentaux ne fait que renforcer ce type de positions.

LA DICTATURE IRANIENNE FACE AU SOULÈVEMENT POPULAIRE, L'IMPÉRIALISME EN EMBUSCADE

La République islamique d'Iran mène une répression sanglante contre un soulèvement populaire massif. Massacres, arrestations et black-out numérique se combinent à des manœuvres où l'impérialisme et les monarchistes cherchent à instrumentaliser la situation. Face à la dictature théocratique comme aux fausses alternatives, la solidarité doit se construire par en bas, aux côtés des luttes populaires. Dossier écrit par Babak Kia

Une répression sanglante

Le 8 janvier, la République islamique d'Iran (RII) a instauré un black-out numérique et mène un massacre à huis clos. Les villes sont totalement quadrillées, dans ce qui s'apparente à un état de siège. Les images parvenues à l'extérieur montrent l'usage d'armes de guerre par le pouvoir. Il a également eu recours, comme déjà en 2009, à des mercenaires étrangers. De hauts responsables du régime évoquent 5 000 morts, mais le bilan réel pourrait être bien plus lourd. Des témoignages précis d'employéEs de cimetières indiquent que des milliers de corps sont jetés dans des fosses communes. L'Organisation de défense des droits humains (HRANA) authentifie la mort de 4 929 personnes et recoupe les informations concernant 9 049 autres cas. Des milliers de familles recherchent leurs proches, d'autres doivent payer pour récupérer les corps et signer des aveux posthumes accusant les victimes d'être des agents d'Israël. Toutes ces familles subissent des pressions immenses, certaines ont dû passer par des aveux forcés en direct à la télévision. HRANA dénombre aussi plus de 26 000 arrestations, et ce chiffre n'est pas définitif.

Parallèlement, en réponse aux remerciements de Trump concernant la suspension de l'exécution de 800 détenuEs, le Guide Khameneï lui attribue la responsabilité du bain de sang, tandis que le procureur de Téhéran affirme que la réponse du régime «sera ferme, dissuasive et rapide». Plus illégitime que jamais, la RII opère une des pires répressions de son histoire sanglante.



Contre la dictature capitaliste-théocratique et la cécité campiste

Les campistes nient la nature dictatoriale de la mollahcratie et le caractère sanglant de sa répression. Alors que 60 % des IranienNEs vivent sous le seuil de pauvreté, subissent une exploitation et des oppressions violentes, les campistes imputent la situation uniquement aux sanctions internationales, sans dénoncer la corruption des dignitaires du régime qui ont amassé des fortunes colossales grâce à ces mêmes sanctions. Ils oublient de dire que plus de 60 % de l'économie iranienne est contrôlée par le Guide et les Gardiens de la Révolution.

En niant le caractère populaire et endogène des soulèvements, ces courants se rangent de fait du côté de l'oligarchie militaro-théocratique et de ses crimes. Enfin, en soutenant la RII, les campistes opposent les peuples entre eux, au lieu de construire des convergences entre classes populaires de la région contre les dominations réactionnaires, impérialistes et coloniales.

Contre les monarchistes et les partisans d'une intervention US

Une intervention impérialiste n'a jamais apporté de solution émancipatrice, il suffit de voir l'état de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Libye. Par ailleurs, les bombardements de juin dernier

ont provoqué un arrêt des mobilisations sociales en cours et permis à la RII d'accroître la répression à l'égard des activistes. Les royalistes s'inscrivent dans la continuité du pouvoir monarchique chassé par la révolution de 1979. Celui-ci était le gendarme des États-Unis dans la région et défendait les intérêts de l'impérialisme.

En retour, le Shah et sa cour avaient pu faire main basse sur les richesses du pays et se sont enrichis sur le dos des peuples d'Iran. La monarchie iranienne a mené une politique coloniale «grand perse» contre les autres peuples d'Iran (Kurdes, Baloutches, Azéris, Lors ou Arabes). Ce régime était une dictature. Les opposantEs, surtout de gauche,

étaient arrêtéEs, torturéEs, certainEs exécutéEs, d'autres pousséEs à l'exil. Le dernier Shah a largement favorisé l'ascension des courants intégristes et de Khomeiny. Il est en partie responsable de la situation dans laquelle se trouve l'Iran actuellement. Reza Pahlavi, fils de l'ancien Shah, proche de l'extrême droite internationale et de Netanyahu, défend un projet autoritaire et néolibéral. Il n'a rien d'un démocrate. Comme son père, il a une vision très centralisatrice et verticale du pouvoir. Son exposition médiatique en Occident sert le régime pour disqualifier le soulèvement comme complot étranger. Les slogans en sa faveur traduisent surtout le vide politique laissé

par des décennies de répression et le désespoir d'une partie de la population. Mais cela ne doit pas occulter les slogans que scandent massivement les manifestantEs contre tout pouvoir despotique, qu'il soit monarchique ou mollahcratique.

Développer la solidarité internationale par en bas

Contre la RII, face aux monarchistes, à l'impérialisme et au campisme, il faut soutenir les luttes populaires, les activistes, les réseaux militants et syndicaux en Iran. La libération des peuples d'Iran ne viendra ni des bombes ni des puissances étrangères, mais des luttes menées de l'intérieur, pour l'égalité, la justice sociale et la liberté.

En bref

LGBTI Des Trans Musicales à Violette and co... Depuis plus d'un an, Violette and co, seule librairie lesbienne et féministe de Paris, est prise pour cible pour avoir mis en vente un cahier de coloriage pro-palestinien intitulé *From the river to the sea*. Campagne de cyberharcèlement, dégradations, appels au retrait des subventions, puis perquisition en janvier 2026 : une escalade d'intimidations visant un lieu lesbien et trans-inclusif. En janvier, l'amendement du député RN Matthias Renault, prétendant s'attaquer aux Trans Musicales au motif fantasmé qu'elles soutiendraient des artistes trans, a servi de prétexte à une nouvelle panique morale. Derrière le ridicule apparent, c'est une offensive réactionnaire cohérente qui se déploie : cibler les personnes trans, les lieux féministes, les espaces culturels, et banaliser leur mise au pas.



► Lire notre article par Sally Brina

GO CO₂, une véritable usine à gaz !

GO CO₂ illustre jusqu'à la caricature le technosolutionnisme de l'industrie cimentière. Présenté comme un projet de « décarbonation », il consiste à capter le CO₂ des cimenteries, le liquéfier, l'acheminer par 375 km de canalisations jusqu'au port de Saint-Nazaire, puis à l'enfouir sous la mer ou à le transformer en carburants dits « alternatifs » pour avions et bateaux. Porté par de grands groupes industriels, le projet représenterait jusqu'à 4,38 milliards d'euros, financé aux deux tiers par des fonds publics. Coûts incertains, forte consommation électrique, risques industriels accrus, absence de garanties sur le stockage : autant de zones d'ombre qui rappellent les grands projets inutiles. Derrière le discours climatique, GO CO₂ permet surtout aux industriels de continuer à produire du CO₂, tout



en faisant payer au public le prix de leur pollution.
► Lire l'article du comité NPA Saint-Nazaire

Majorité numérique à 15 ans : protection ou risque sécuritaire ?

Le gouvernement porte un projet de loi instaurant une « majorité numérique » à 15 ans, interdisant l'accès aux réseaux sociaux aux mineurEs et les téléphones portables au lycée. Une députée Renaissance propose même un couvre-feu numérique pour les 15-18 ans. Présentées comme des mesures de protection de l'enfance, ces dispositions s'inscrivent surtout dans une logique sécuritaire.

Facilement contournables, elles impliquent une généralisation de la vérification d'âge et menacent l'anonymat. Elles renforcent un internet de surveillance, sans s'attaquer aux causes structurelles des violences numériques : économie de l'attention, logiques capitalistes, irresponsabilité des plateformes. Alors que l'État investit massivement dans l'IA et la numérisation, cette politique risque surtout de banaliser la censure et le contrôle des usages, au détriment d'une approche



réellement émancipatrice et centrée sur les enfants.
► Lire l'article de notre groupe de travail capitalisme numérique

Écologie. A69 : camouflet judiciaire pour les préfets et NGE-Atosca.

Les opposantEs à l'A69 ont obtenu une victoire juridique majeure. Le 12 janvier, la juge des libertés et de la détention a ordonné la suspension du chantier sur plusieurs parcelles occupées illégalement par le concessionnaire Atosca, saisi en référé par le parquet de Toulouse. En cause : des dépassements d'emprise sur des terres agricoles et des zones écologiquement sensibles, non prévues dans la déclaration d'utilité publique. La juge a pointé des impacts non évalués sur la biodiversité, l'écoulement des eaux et la stabilité des sols, constituant une atteinte grave et durable à l'environnement. Le collectif La Voie est libre dénonce le laxisme des



préfets et annonce saisir l'Inspection générale de l'environnement.
► Lire l'article de Dominique Boury

ANTIRACISME El Hacen Diarra, nouvelle victime des violences policières racistes

Dans la nuit du 15 au 16 janvier 2026, El Hacen Diarra est décédé dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement de Paris à la suite d'une brutale interpellation policière. Nous apportons tout notre soutien et notre solidarité à ses proches ainsi qu'à tous les résidents du foyer des Mûriers où il habitait. El Hacen Diarra est la nouvelle victime des violences policières racistes qui s'exercent dans le quartier et, plus largement, dans tout le pays.

Mauritanien âgé de 35 ans et vivant depuis plusieurs années dans le foyer de travailleurs migrants des Mûriers à Paris, El Hacen Diarra était venu chercher son pain en France et « le voilà parti à jamais » (Ibrahima Diarra — frère d'El Hacen Diarra).

Contre l'impunité organisée

Pendant que la procureure de la République reprend sans nuance la thèse du malaise et de « l'arrêt cardio-respiratoire » avancée par les forces de l'ordre, il est impossible d'ignorer les preuves accablantes de la brutalité de l'intervention.

Alors que, de son côté, la police parle d'une « chute accidentelle » durant l'interpellation, sur une vidéo prise par l'un des voisins, on distingue deux policiers immobilisant un homme plaqué au sol avant de lui donner des coups de poing. Après analyse de cette même vidéo, on entend la victime dire à plusieurs reprises : « vous m'étranglez, vous m'étranglez, vous m'étranglez ». Des témoins ont également aperçu une mare de sang là où s'est produite l'arrestation. Enfin, un autre élément est rapporté par l'avocat de la famille, M^e Yassine Bouzrou : les policiers eux-mêmes ont estimé nécessaire « une hospitalisation immédiate »



À Paris le 18 janvier, rassemblement en hommage à El Hacen Diarra devant le foyer des Mûriers dans le 20^e. CvbÈLE D.

d'El Hacen à son arrivée au commissariat ; pourtant, les secours ne seront appelés qu'après que la victime eut fait un malaise et décède.

Toustes solidaires face aux violences policières

Ce dimanche 18 janvier 2026, nous soutenions le très large rassemblement organisé devant le foyer où vivait El Hacen Diarra. Plus de 400 personnes (et jusqu'à un millier selon la préfecture de police) sont venues exprimer leur solidarité et rappeler qu'il ne s'agit pas d'un accident isolé, mais d'un système de répression raciste systémique.

Durant la journée, les habitants du foyer ont pu parler de leur expérience partagée des contrôles répétés au pied du foyer, rappelant que les personnes racisées et précaires sont plus exposées aux contrôles, aux humiliations et aux violences. L'occasion de mentionner aussi que le commissariat du 20^e a déjà été épinglé pour « *différentes affaires de violences et agressions sexuelles commises sur des gardés à vue* » (M^e Yassine Bouzrou), avec des condamnations pour des faits commis entre 2019 et 2021.

À l'image du parterre d'habitantEs, de responsables du

secteur associatif et d'élusEs de gauche venuEs soutenir la famille et les proches d'El Hacen face au racisme systémique dans la police et à son impunité, refusons le silence, soyons solidaires dans la rue, exigeons vérité et justice. Pour El Hacen, Nahel, Zayed, Bouna, Adama, Aboubacar, Zineb, réclamons le désarmement de la police, partout, dès maintenant. Nous appelons l'ensemble des forces militantes et des citoyenEs à se mobiliser contre le racisme des forces de l'ordre : les violences policières doivent cesser dans le 20^e et partout.

CorrespondantEs

ÉDUCATION Rejet du statut de fonctionnaire pour les AESH

Le Sénat a rejeté, début janvier, la proposition de loi visant à accorder un statut de fonctionnaire aux AESH (accompagnantEs d'élèves en situation de handicap). Une décision lourde de sens pour des dizaines de milliers de travailleurEs précaires, pourtant indispensables au fonctionnement quotidien de l'école.

LES SÉNATEURS DE DROITE REFUSENT LE STATUT DE FONCTIONNAIRE AUX AESH



entendait rompre avec l'hypocrisie consistant à parler d'école inclusive tout en organisant la précarité de ses piliers. La majorité sénatoriale de droite, avec l'appui du gouvernement, a rejeté le texte sans ambiguïté. Derrière les arguments techniques se cache un refus clair : refuser d'ouvrir la fonction publique à ces personnels, refuser d'étendre les droits statutaires, refuser de rompre

avec la logique contractuelle. L'argument central avancé est celui du coût. Trop cher, selon le gouvernement. Comme toujours, la question n'est jamais de savoir si l'argent existe, mais pour qui il est dépensé. Car pendant que l'on chipote sur les moyens à accorder à des travailleurEs payés au lance-pierre, les cadeaux fiscaux aux entreprises, les budgets militaires ou les aides publiques

sans contrepartie ne sont jamais remis en cause.

Une école inclusive à bas coût

Les notifications d'accompagnement délivrées par les MDPH (Maisons départementales des personnes handicapées) se multiplient, mais sans les moyens correspondants. Les AESH sont mutualisés entre plusieurs élèves, parfois sur plusieurs établissements, au détriment de la qualité de l'accompagnement. Cette organisation au rabais permet à l'État d'afficher des chiffres flatteurs sur la scolarisation des élèves handicapés tout en dégradant concrètement leurs conditions d'apprentissage. Derrière la précarité imposée aux AESH, ce sont les élèves et leurs familles qui paient le prix fort. L'école inclusive devient une façade, un slogan vide, incapable de garantir réellement le droit à l'éducation pour toutEs.

Radu Varl

Vie du NPA l'Anticapitaliste **Retour sur le CPN de janvier**

CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES
Internationale néofasciste
et politique de l'opprimée,
avec Fanny Gallot et Ugo Palheta

Lundi 12 janvier, face à une salle comble, Fanny Gallot et Ugo Palheta ont livré sans anesthésie un état des lieux salutaire de la période que nous traversons : celle d'une extrême droite mondiale toujours plus décomplexée et violente, rappelant que le fascisme est un projet bien réel contre lequel il est urgent de s'organiser.

Ugo Palheta a commencé par dresser le paysage, assez peu bucolique, de la situation internationale. Radicalisation idéologique, violences de rue, militarisation de l'État, guerres impérialistes... De Trump à Modi, d'Orbán à Bolsonaro, le néofascisme n'est ni un accident, ni une crise d'adolescence démocratique. Il s'inscrit dans un contexte de crise profonde du capitalisme, assortie d'une gauche affaiblie et de classes dirigeantes prêtes à tout pour préserver leurs profits, y compris jouer avec le feu au mépris de l'histoire. Contrairement au récit paresseux d'une « colère populaire », le racisme n'est pas un effet secondaire de la fascisation, il en reste même le principal moteur. L'ethno-nationalisme sert de ciment idéologique pour faire accepter l'austérité, la répression et la destruction des droits sociaux. Quand l'économie vacille, on désigne des boucs émissaires, intérieurs ou extérieurs. Classique. Toujours efficace.

Fanny Gallot a ensuite pris le relais pour démontrer que cette offensive est, également, une attaque frontale contre les femmes, les personnes LGBTQIA+ et toutes celles et ceux qui remettent en question l'ordre patriarcal. Campagnes « anti-genre », éducation réac, transphobie institutionnalisée, féminisme d'État racialisé... Hypocrisie totale et objectif limpide : sous couvert de protéger les femmes, on stigmatise les populations racisées et on discipline les corps. Derrière les discours sur la natalité ou la « civilisation », un projet clair : produire des familles blanches, hétérosexuelles, dociles, et une main-d'œuvre précaire.

Si le constat pourrait donner envie de se rouler en boule sous un plaid, les intervenantEs l'ont rappelé : à la circulation internationale des idéologies réactionnaires répond une circulation tout aussi puissante des résistances. Grèves féministes, mobilisations antiracistes, soulèvements populaires... la colère ne se dissout pas, elle s'organise. Parce que l'antifascisme n'est pas un slogan : c'est une nécessité stratégique. Une autodéfense collective aujourd'hui, pour pouvoir attaquer demain.

Prochain rendez-vous le lundi 8 février pour parler communalisme avec Cathy Billard, Cécile Gintrac et Yohan Dubigeon.

Cyrielle L. A.

LUNDI 16/02 - 19H00

DE QUOI

LE COMMUNALISME

EST-IL LE NOM ?

Avec Cathy Billard
Cécile Gintrac
& Yohan Dubigeon

Centre d'études marxistes

2 RUE RICHARD LENOIR 93 100 MONTREUIL (M) ROBESPIERRE

Le Conseil politique national (CPN) du NPA l'Anticapitaliste s'est réuni les 17 et 18 janvier 2026 pour définir nos orientations dans la période et organiser notre activité.

La situation internationale est marquée par une montée des affrontements inter-impérialistes, la rivalité entre les États-Unis et la Chine et la course mondiale aux ressources naturelles. Cette dynamique s'accompagne d'une fascination accrue des grandes puissances et d'un recours de plus en plus assumé à la force militaire, comme l'illustrent les frappes étatsuniennes au Nigeria et au Venezuela, les menaces contre l'Iran et le Groenland, ou encore le soutien à la politique israélienne. Dans le même temps, des peuples résistent : soulèvements sociaux en Iran, résistance ukrainienne, survie de dynamiques révolutionnaires au Soudan malgré la guerre... Face à cet ordre mondial brutal, seule une perspective anti-impérialiste, antifasciste et internationaliste,

fondée sur les luttes populaires, peut ouvrir une alternative. Nous avons ainsi décidé de lancer une campagne contre l'impérialisme et le militarisme (lire l'article à la une de ce numéro).

En France, l'offensive libérale aggrave les inégalités, multiplie les licenciements et affaiblit les services publics, tandis que les mobilisations sociales peinent à se développer. La séquence politique est dominée par l'union des droites sous hégémonie de l'extrême droite, le retour d'une gauche sociale-libérale d'accompagnement et la fragmentation du camp populaire. Face à ces dynamiques, le NPA-A affirme la nécessité de construire un front de résistance social et politique, de défendre les droits démocratiques, de lutter contre le racisme et l'extrême droite, et de renforcer les convergences entre luttes sociales, antiracistes, féministes et internationalistes, dans une perspective anticapitaliste et écosocialiste.

Les élections municipales

rebond de notre camp social, et bataille unitaire contre l'extrême droite. Trois tendances générales se dégagent : polarisation à droite autour du RN ; éclatement du NFP et rivalités entre ses ex-composantes ; le retour de deux gauches opposées. Nous serons présents sur des listes dans des dizaines de communes, en défendant nos orientations unitaires et nos exigences sociales et démocratiques.

Des questions de fonctionnement ont également été abordées, notamment sur notre intervention antifasciste, sur les enjeux budgétaires auxquels nous faisons face, sur la situation créée par la déclaration d'une tendance au sein de notre organisation. Le protocole de notre Commission de résolution des conflits a été adopté et le fonctionnement de la Commission soins militants a été présenté. Le bilan de la dernière édition de notre université, d'été qui fut une très grande réussite, a permis d'engager la réflexion pour la suivante.

La séquence de l'élection présidentielle commence à s'ouvrir dans le contexte de la possibilité d'un exécutif RN à l'issue des

élections. Nous devons donc préparer politiquement notre intervention dans cette séquence, qui, en dehors des grands mouvements sociaux, est le moment de politisation le plus important dans la vie politique nationale à une échelle de masse. Pour permettre que le parti se donne les moyens d'intervenir dans cette séquence et déterminer les modalités de notre apparition, en propre ou soutien à une autre candidature, une Conférence nationale sera organisée entre mai et juin 2026.

Une Rencontre nationale des comités du NPA-A se tiendra à l'automne 2026. Il s'agit d'une rencontre statutaire de l'organisation et un temps fort de la démocratie interne que nous n'avons pu tenir en 2025 : l'occasion d'une remontée de bilans sur l'état, l'activité et le fonctionnement des comités et des commissions.

OLL

Culture



CINÉMA *Amour Apocalypse,*
d'Anne Émond

Comédie romantique, 1h40 min, en salle depuis le 21 janvier 2026.



Amour Apocalypse est un de ces films que l'on vit à la fois comme une claque et comme une caresse. Cette comédie romantique canadienne constellée de «tabarnak» analyse un mal

indéniablement d'actualité: l'éco-anxiété comme symptôme envahissant d'un système à bout de souffle.

Adam, propriétaire de chenil quarantenaire et dépressif, ne va pas mal « par accident ». Il va mal parce qu'il vit dans un monde qui broie les consciences, épuise les corps et privatise jusqu'à la lumière — littéralement, à travers sa lampe de luminothérapie, vaine tentative de retrouver un peu de sérénité. Il va mal parce que, comme il le dit à sa psy, « *on est les cafards de ce monde* ». L'angoisse climatique qui le bouffe n'est pas une lubie individuelle, mais la conséquence logique d'un capitalisme qui continue de promettre ruissellement, croissance et bonheur tout en accélérant l'effondrement. Le film ne tombe pas dans le piège de psychologiser ce mal-être à outrance: Adam n'est pas malade d'être trop sensible, il est lucide dans un monde qui exige le déni. C'est dans cette brèche que surgit Tina, d'abord une voix sur la ligne de service après-vente des lampes miracles, puis une présence, et enfin une évidence. Femme mariée, maman, elle aussi enfermée dans une vie trop étroite, elle incarne moins une échappatoire qu'un point de bascule. Leur histoire n'a rien d'un fantasme adolescent: elle est fragile, adultère, imparfaite et

profondément politique. S'aimer, ici, devient un geste de résistance, anecdotique mais vital, une façon de dire non à la résignation. Dans un monde qui s'effondre, ils choisissent le désir, la possibilité d'une autre fin.

Anne Émond filme cette rencontre sur une alternance de paysages enneigés idylliques et de zones industrielles pleines de chaleur morte. L'apocalypse, elle, est déjà là, diffuse, banale, intégrée au quotidien. En cours.

Pourtant, par son humour décalé, par sa douceur obstinée, *Amour Apocalypse* prouve que, si l'amour ne sauvera probablement pas le monde, il peut, au moins, nous empêcher de perdre toute humanité. Une comédie romantique loin des standards du genre, qui rappelle que si nos histoires d'amour semblent dérisoires face à l'effondrement, ce sont peut-être elles qui nous maintiennent encore debout.

Cyrielle L. A.

PODCAST *Les Enfermé-es,*
de Mari Goicoechea

Diffusion: Making Waves. Disponible sur le site du CGLPL, via les plateformes d'écoute en ligne.

Mari Goicoechea est contrôleur au CGLPL — le Contrôleur général des lieux de privation de liberté. À ce titre, elle est autorisée à visiter sans préavis, entre autres, les prisons, les centres de rétention et les hôpitaux psychiatriques. En 2024 et 2025, elle a pu y entrer avec du matériel d'enregistrement pour y recueillir la parole de personnes enfermées et de membres du personnel affectés à ces lieux. Cela donne un podcast saisissant et tout à fait édifiant.

Un prologue de quelques minutes qui présente le CGLPL et la démarche qui a présidé à cette publication, suivi de six épisodes — *Premiers jours, Entre quatre murs, Occuper ses journées, Au cachot, Ouvert au public et Dernier jour* — retracent le parcours de ceux qui sont privéEs de liberté, du premier jour d'enfermement jusqu'à celui de leur sortie. La force de cette série documentaire repose bien évidemment sur la parole des privéEs de liberté qui se saisissent complètement de la

possibilité qui leur est offerte de s'exprimer. Si les lieux choisis pour l'enquête ont leurs spécificités, le parti pris d'entrelacer des témoignages de personnes détenues, de personnes retenues et de personnes enfermées en hôpital psychiatrique concentre le propos sur la privation de liberté, quels qu'en soient le contexte et le motif, et en fait ressortir les effets sur les personnes concernées. La très grande sobriété du discours des personnes privées de liberté qui témoignent, leur lucidité, leur dignité contrastent avec les traitements que leur inflige la machine à enfermer, qui semblent relever d'une sorte de froide cruauté institutionnelle, désincarnée, déshumanisée.

Qu'il s'agisse des conditions déplorables d'incarcération, de la surpopulation carcérale, des difficultés permanentes et récurrentes à permettre les visites, que ce soit l'ennui profond qui habite ces lieux, l'absence de perspectives qui s'offrent à celles et ceux qui les occupent, l'impression qui prévaut est que ces institutions ont d'abord en commun de se limiter à mettre à l'écart une partie de la population, perdant le sens même qui est supposé en fonder la pertinence.

L'épisode qui traite du surenfermement — dans chacun de ces lieux existe un dispositif d'isolement, comparable au cachot — est à cet égard le plus saisissant. La nature et le degré de la violence institutionnelle y atteignent des sommets qui se traduisent par des effets profonds et durables sur les personnes qui les subissent — en d'autres termes, ça rend fou, et même ça tue! Rien ne saurait les justifier et ils incarnent ce dont l'appareil de coercition sociale et de mise à l'écart de celles et ceux qui dérangent est capable pour «protéger la société».

Vincent Gibelin

À lire sur le site



ROMAN *Le Capitaine fantôme.*
Sur la mer, vers le passé,
de Katariina Vuori



ROMAN *Protocoles,*
de Constance Debré

L'intervention étatsunienne ne sert ni la démocratie ni les intérêts de la classe ouvrière vénézuélienne



Nous reproduisons ci-dessous la **déclaration des syndicalistes vénézuélienNEs indépendantEs du Comité National de Conflit - TravailleurEs en lutte**, publiée sur le site du RSISL le 10 janvier 2026 — une semaine après les bombardements étatsuniens et l'enlèvement de Maduro.

* Créé à l'initiative de l'Union syndicale Solidaires en France, la CGT de l'Etat espagnol et la CSP-Conlutas du Brésil, le RSISL (Réseau syndical international de solidarité et de luttes) regroupe désormais des dizaines de structures à travers le monde.

En premier lieu, pour que les choses soient dites clairement, même si ce point est évident pour vous et pour nous : nous condamnons totalement l'intervention militaire étatsunienne. Avant le 3 janvier, il y avait déjà eu 22 interventions armées des États-Unis envers le Venezuela. Le 3 janvier, aucune des trois forces militaires de l'État vénézuélien (aérienne, terrestre, maritime) n'a réagi. 150 avions US ont survolé la capitale, 15 hélicoptères US s'y sont posés, sans riposte. Cela laisse place à des interrogations... Depuis des années, le gouvernement nous racontait que la Russie nous protégerait en cas d'attaque impérialiste US ! Le constat est que le régime est toujours en place, la répression et les restrictions aux libertés aussi ; cela s'est même renforcé depuis le 3 janvier. Un nouveau décret a été publié, motivé par l'état d'urgence.

Le régime est toujours en place, la répression et les restrictions aux libertés se sont même renforcées

Le président des États-Unis se positionne en gendarme du monde. On sait bien que ce qui l'intéresse au Venezuela, ce n'est pas la démocratie, mais le pétrole ! Il faut comprendre une chose essentielle : même sous Chávez, et bien sûr aussi après Chávez, l'impérialisme US n'a jamais disparu de notre pays, les multinationales ont toujours été présentes au Venezuela. Chevron en est la figure de proue. Lorsque les syndicalistes du secteur pétrolier dénonçaient les cadeaux pétroliers faits à Cuba, à l'Iran, à la Russie ou à la Chine, ils/elles étaient taxés de suppôts de l'impérialisme ! Pour être en règle avec la Constitution, dans chaque contrat pétrolier il y a une entreprise vénézuélienne, mais toujours minoritaire, sous la coupe d'une multinationale. Les États russes et chinois ont beaucoup investi au Venezuela. Nous sommes aujourd'hui au centre de la lutte et des accords entre les impérialismes étatsunien, russe et chinois !

Nous sommes aujourd'hui au centre de la lutte entre les impérialismes étatsunien, russe et chinois

Sous couvert d'anti-impérialisme, le groupe dirigeant qui était au gouvernement, et qui



l'est toujours, est devenu pro-impérialiste. L'absence de riposte à l'intervention militaire du 3 janvier, la poursuite du gouvernement via celle qui était vice-présidente, montrent l'accord tacite avec les États-Unis. C'est sûr que certaines personnes dans le pays espéraient une intervention extérieure de ce type pour que soient rétablies les libertés. Ce n'est pas notre position, ce n'est pas l'intérêt de la classe ouvrière. Comme dit précédemment, ce n'est pas du tout l'objectif de l'intervention US, et ce n'est pas, non plus, ce que veut faire le gouvernement validé par les États-Unis. Par ailleurs, on ne peut pas accepter le principe même d'une intervention militaire impérialiste. En tant que travailleurs, travailleuses, syndicalistes, quelles sont nos priorités ? On doit continuer la lutte pour la démocratie, pour la libération de toutes les prisonnierEs politiques, pour les droits des travailleurEs, et pour le respect du droit à l'autodétermination des peuples, dont le nôtre. Il faut donner quelques éléments concrets aux camarades d'autres pays pour qu'ils et elles comprennent bien notre situation, la situation de la classe ouvrière vénézuélienne, dans la suite de ce que nous avons pu déjà exprimer lors de la rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, en novembre 2025 :

- En 2018, il y a eu des mesures austéritaires très fortes, sous le

nom de « programme de récupération, croissance et prospérité économique ». Cela s'est traduit par une interdiction des augmentations de salaire, alors que les prix ont été libérés.

- Le salaire officiel est de moins d'un dollar par mois ! C'est le coût de deux litres d'essence. Il y a des primes, en général comprises entre 120 et 150 dollars. Il n'y a pas d'augmentation de salaire depuis des années.
- Dans le secteur pétrolier, depuis quatre ans la convention collective n'a pas été revue ; c'est une des exigences des multinationales qui est ainsi satisfaite.
- On a gagné beaucoup de dossiers juridiques : pour le paiement de salaires non payés, à la suite de licenciements injustifiés, pour exiger des réintégrations, etc. : mais les entreprises publiques ne respectent pas ces décisions et le gouvernement a laissé faire. Depuis le 3 janvier, on a l'impression que des consignes ont été données pour que les décisions mêmes soient contraires aux demandes légitimes des travailleurs et travailleuses.
- Rien que dans le secteur du pétrole, il y a 120 travailleurs en prison, sans même aucun acte d'accusation ; la répression antisyndicale, anti-ouvrière est très forte : le décret de situation d'urgence légalise les arrestations extrajudiciaires. Les contrôles, par exemple, sur le contenu des téléphones

personnels, se multiplient. L'armée accentue la pression dans les entreprises.

Plus que jamais, notre tâche est d'unifier la classe ouvrière, sur la base de ses revendications et de l'exigence de ses droits.

Plus que jamais, notre tâche est d'unifier la classe ouvrière, sur la base de ses revendications et de l'exigence de ses droits. Si la « grande mobilisation nationale du 15 janvier » est pour le moment suspendue, il y aura toutefois des actions dans les prochains jours, les prochaines semaines. Le soutien du syndicalisme international sera important pour nous. L'internationalisme est aussi important vis-à-vis des millions de Vénézuéliens et Vénézuéliennes en exil. Les illusions sur l'intervention étatsunienne, « l'aide » des multinationales, doivent être combattues.

Le soutien du syndicalisme international sera important pour nous

La loi prévoit un contrôle ouvrier dans les entreprises, un contrôle populaire des comptes publics. Mais cela n'existe pas. C'est aussi sur ce genre de choses que nous devons mettre l'accent, pour montrer que l'issue à la pauvreté, à la répression, etc., que nous vivons depuis des années, n'est pas dans le capitalisme des multinationales ou les interventions impérialistes. On doit continuer les discussions avec nos collègues, nos voisins et voisines, faire en sorte que le plus grand nombre partage nos positions : défense des revendications ouvrières, libération des prisonnierEs politiques, respect des libertés, dénonciation des impérialismes !

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA.lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[anticapitaliste.presse](https://anticapitaliste.presse.fr)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°171 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org